



Le gouvernement et le Medef veulent tout détruire : **27 avril - 1er Mai 2019** **opposons-leur une riposte générale**

Notre département est fortement impacté par les politiques régressives et ultralibérales du gouvernement et du Medef. Il est clair que nous ne sommes pas plus attaqués que les autres départements mais la diversité de nos activités industrielles et le maillage des Services Publics que nous avons préservés par les luttes subissent des attaques très fortes avec, comme seule stratégie, la remise en cause de notre modèle social. Toutes nos industries, nos Services Publics et les activités induites sont menacés, pouvant entraîner la casse de plusieurs dizaines de milliers d'emplois dans notre département.

Le gouvernement, le Medef, face aux luttes qui se multiplient pour s'opposer à ces politiques, tentent aussi à travers la répression de museler le mouvement social.

**L'URGENCE SOCIALE NOUS IMPOSE D'AGIR ENSEMBLE
POUR CONCRÉTISER LA CONVERGENCE DES LUTTES ET DES MOBILISATIONS EN COURS.**

**C'EST EN CE SENS, QUE PLUSIEURS UNIONS DÉPARTEMENTALES CGT,
L'UNION DÉPARTEMENTALE CGT 13, PLUSIEURS FÉDÉRATIONS CGT,
DES FORCES PROGRESSISTES, DES GILETS JAUNES ET D'AUTRES MILITANTS
PROGRESSISTES ENGAGÉS DANS LES MOBILISATIONS APPELLENT À UNE**

Manifestation à Paris le samedi 27 avril 2019 à 13 H - Montparnasse

ET L'UNION DÉPARTEMENTALE CGT 13 APPELLE

à Marseille le mercredi 1er Mai 2019 - rendez-vous à 10 H - Vieux Port

**ENSEMBLE, UNIS ET DÉTERMINÉS POUR IMPOSER LE PROGRÈS SOCIAL,
EXIGEONS :**

- un SMIC à 1800 €, l'augmentation immédiate de 300 € des salaires, traitements, pensions et minima sociaux. L'indexation des salaires sur l'indice (réel) des prix, l'égalité salariale,
- Une Sécurité Sociale qui couvre entièrement l'ensemble des aléas et circonstances de la vie (100 % maladie, accident du travail et maladie professionnelle, retraite, famille, chômage) financée par les cotisations, la suppression de la CSG et la mise à contribution des revenus du capital,
- l'arrêt de l'évasion fiscale, arrêt des cadeaux fiscaux tel que le CICE (100 milliards) aux entreprises, rétablissement de l'ISF (impôt sur la fortune). La baisse de la TVA sur les produits de première nécessité,
- Une fiscalité plus juste, mettant à contribution les hauts revenus pour développer les Services Publics, garants de la cohésion sociale et l'égalité de traitement sur l'ensemble du pays,
- La sortie du secteur marchand de l'énergie, l'eau, le raffinage, la santé, l'éducation, la protection de l'enfance, le logement, le transport, les télécommunications et activités postales,
- Baisse immédiate des prix des carburants et un prix unique fixé par l'État dans tout le pays,
- l'arrêt de la répression d'État, l'amnistie pour les manifestants arbitrairement condamnés et pour les militants syndicaux sanctionnés par le patronat. Pas touche au droit de manifestation,
- l'abrogation des réformes qui détricotent le droit du travail, la protection des salariés et détruisent les Services Publics (Lois Rebsamen, El Khomri, ordonnances Macron, Cap 22, Loi Blanquer...).